

# L'ACTION FRANÇAISE

**Dossier**  
**Les trois leçons**  
**des viols de Cologne**

P. 8-9



« TOUT CE QUI EST NATIONAL EST NÔTRE »

## LA PRÉSIDENTIELLE... C'EST MAL PARTI !

### ALLOCATIONS CHÔMAGE DÉGRESSIVES?



#### ■ SOCIAL

**Réformer  
le droit du travail** ... p. 4

#### ■ INDUSTRIE

**La souveraineté  
au bout du fusil** ... p. 6

#### ■ OUTRE-MER

**Mayotte  
dans l'impasse** ... p. 5

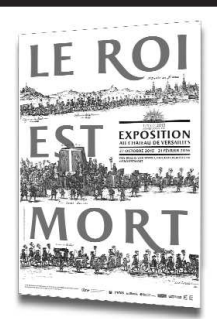
### Éditorial

Le moindre des paradoxes de nos institutions n'est pas que l'élection qui devait permettre de neutraliser les défauts inhérents à la république est finalement devenue, au cours des décennies, celle qui les aggrave. Nous voulons évidemment parler de l'élection du président de la République au suffrage universel. Le général De Gaulle, en l'inscrivant dans la Constitution en 1962, n'avait-il pas voulu en finir avec le régime tout-puissant des partis en créant, entre un exécutif ayant recouvré à la fois toute son efficacité et sa réalité symbolique, et le peuple français, un lien quasi charnel que l'assassinat du Roi, en 1793, avait rompu, et qu'une Restauration, certes bénéfique pour les Français, mais malheureusement éphémère, avait été impuissante, au XIX<sup>e</sup> siècle, à renouer en profondeur ? Le président, en étant directement élu par les Français, devenait, en quelque sorte, leur "souverain", et la V<sup>e</sup> République une monarchie républicaine. Assurément, les partis continuaient de jouer leur rôle, mais dans l'esprit des réformateurs de 1962, leur jeu se trouvait raisonné,

Suite page 3 »»»

Exposition à Versailles

## LOUIS XIV À JAMAIS VIVANT



M 01093 - 2925 - F: 4,50 €



Page 16